

Note de commentaires sur le rapport du CGSP

Quelle France dans 10 ans ?

Michel Aglietta

L'introduction pose la question cruciale : pourquoi un horizon long qui dépasse le cycle politique ? Parce que c'est l'horizon minimal pour observer les transformations sociétales (« les changements qualitatifs »). Mais cela implique une conceptualisation et une méthode d'analyse.

Que signifie étudier le long terme aujourd'hui ?

Du point de vue du contexte historique, il me semble qu'il faut donner une signification à la crise financière globale dont les séquelles sont loin d'être absorbées :

-Ce n'est pas un coup de tonnerre dans un ciel serein mais le coup d'envoi de la mutation d'un régime de croissance, une manifestation du caractère insoutenable du mode de régulation associé au capitalisme financiarisé : dérive du partage salaire/profit, inégalités croissantes, détérioration des systèmes sociaux, dégradation des écosystèmes. Les ajustements macro induits par la crise n'ont en rien commencé à infléchir les distorsions dans le système des prix.

-Le rapport énonce une orientation qui, si elle est prise au sérieux, n'est rien moins qu'une révolution intellectuelle : « raisonner sur les stocks qui sont les déterminants du bien-être social et plus seulement sur les flux »; ce qui veut dire cesser de faire du PIB l'alpha et l'oméga des politiques économiques. Cela implique de s'inscrire dans la problématique des Nations Unies (*inclusive wealth*, 2012) précédée par le rapport Stiglitz, Sen, Fitoussi de 2009. Dans cette problématique on peut définir rigoureusement ce qu'est la croissance soutenable, proposée dès le rapport de 1987 (« *our common future* ») : « *un développement qui répond aux besoins de la génération présente sans compromettre la réalisation des besoins des générations futures* ». Cette condition peut être mesurée par la variation du capital social total des nations ; ce qui implique une comptabilité patrimoniale généralisée, donc une transformation du système de comptabilité nationale, et pour cela un engagement des gouvernements à compléter le système statistique des comptes nationaux selon les principes progressivement définis par l'ONU. La croissance est soutenable lorsque la richesse sociale totale de la nation, lorsque toutes les formes de capital qui la composent sont mesurées et pondérées par leurs productivités marginales sociales en termes de bien-être (prix duaux), ne décroît pas dans le temps.

-Si la crise est le symptôme d'une mutation du régime de croissance, une de ses dimensions est que la logique capitaliste d'expansion illimitée rencontre la finitude du monde. Il faut donc revenir à Adam Smith ; ce qui en termes contemporains veut dire que le capital naturel est faiblement substituable aux autres formes de capital. Plus concrètement le changement climatique, la surface et la fertilité des terres arables, la biodiversité, la régulation de l'eau, la forêt tropicale, les ressources des océans, ont une telle importance pour le bien-être humain que ces déterminants du capital total sont très difficilement mesurables et fort peu substituables.

Les degrés de substituabilité dans l'estimation de la richesse constituent les repères qui doivent guider la planification stratégique pour décider : où investir ? Comment et à quel rythme ? Le problème le plus difficile est la méconnaissance des seuils critiques, dépendant de leurs interactions avec les trajectoires économiques, qui déclenchent des dynamiques divergentes et irrécupérables dans les écosystèmes. Cela devrait inciter à appliquer un principe de précaution dans la transition énergétique. Alors que l'irréversibilité technologique inciterait à exercer l'option d'attendre l'amélioration de la connaissance avant de s'engager dans les investissements lourds (production d'énergie renouvelable, réseaux intelligents, moyens de transport), l'irréversibilité écologique pointe dans la direction opposée et devrait inciter les responsables politiques à faire de la transition énergétique une priorité urgente. C'est une dimension des innovations technologiques dont la mobilisation est un axe de la transformation des régimes de croissance.

-L'autre dimension fondamentale de la croissance soutenable est son caractère inclusif qui a reculé sous les coups de boutoir de la logique « Wall Street » du capitalisme financier : valeur actionnariale, capture d'une rente financière par l'oligopole de la banque d'investissement et des professions associées. L'importance des processus sociaux discriminants dans la détérioration du bien-être social due à cette forme de capitalisme qui a détruit les institutions intermédiaires de régulation salariale et la gouvernance partenariale au sein des entreprises, n'est pas reconnue dans la comptabilité nationale. Car le capital humain et les autres composantes des actifs intangibles ne sont ni comptés, ni valorisés comme du capital, puisqu'il n'y a pas de droit de propriété privée qui leur soit assignable. L'outil théorique pour orienter les politiques nécessaires pour inverser ces processus destructeurs de la cohésion sociale est le concept de « *capability* » de Amartya Sen. Ce sont les capacités des personnes de transformer les ressources dont elles disposent en réalisations de vie. Cela implique de rejeter l'utilitarisme et de mesurer les inégalités à l'aune des ressources collectives, matérielles, éducatives et institutionnelles à la base des opportunités de transformation en libertés réelles des personnes. Ainsi l'importance de l'accès aux biens publics dans le capital social d'une nation est, avec les inégalités de répartition, un obstacle dirimant à la prétention de mesurer le bien-être social par un agrégat de comptabilité nationale conformément au théorème d'impossibilité de Arrow.

La partie factuelle : certitudes et questions.

Le monde/ l'Europe/la France est la bonne démarche à adopter. Les questions sont d'abord politiques ; ce qui est compatible avec la démarche de la soutenabilité dans une mutation du capitalisme. Cette mutation n'est pas une prolongation mâtinée d'inflexion de tendances dans une problématique de rattrapage, comme cela est habituellement décrit en termes de PIB par tête. Celle-ci n'est pas pertinente si le contenu de la croissance change qualitativement. Etudier la Chine de 2025, par exemple, donc le succès de la nouvelle phase de la réforme, ce n'est pas estimer de combien elle se sera rapprochée des Etats-Unis de 2010 en projetant divers agrégats macroéconomiques.

Il est donc bon de commencer à situer les différences entre régions et nations dans la perspective défrichée par le rapport « *Inclusive Wealth* ». Le tableau ci-dessous compare, sur la période 1990-2008 et pour un certain nombre de pays étudiés, l'estimation de la variation annuelle moyenne de l'indicateur IWI (*Inclusive wealth index*) par habitant calculé par le groupe d'experts de l'ONU et le PIB par habitant tiré des comptabilités nationales.

Les différences sont très spectaculaires. Parmi les pays dits avancés, l'Allemagne et la France ont eu des performances inférieures à celles des pays anglo-saxons en termes de PIB par tête, mais bien supérieures en terme d'amélioration du bien-être par tête, mesuré par la variation de

l'indice de richesse totale. Ce sont d'ailleurs les deux seuls pays de l'échantillon qui ont un écart positif (IWI per ha – PIB per ha).

Croissance annuelle moyenne sur 1990-2008 (%)

Pays	IWI	Croissance pop	IWI par tête	PIB par tête
<i>Pays avancés:</i>				
Allemagne	2.0	0.2	1.8	1.5
France	1.9	0.5	1.4	1.3
Etats-Unis	1.7	1.0	0.7	1.8
Royaume Uni	1.3	0.4	0.9	2.2
Japon	1.1	0.2	0.9	1.0
<i>Pays émergents:</i>				
Brésil	2.3	1.4	0.9	1.6
Chine	2.9	0.8	2.1	9.6
Inde	2.6	1.7	0.9	4.5
Afrique du Sud	1.5	1.6	-0.1	1.3
<i>Pays pétroliers:</i>				
Nigéria	0.5	2.4	-1.9	2.5
Russie	-0.5	-0.2	-0.3	1.2
Arabie saoudite	1.6	2.7	-1.1	1.3
Venezuela	1.7	2.0	-0.3	1.3

Source : inclusive wealth report, measuring progress to sustainability, UN Report, 2012

Cela ne devrait pas surprendre lorsqu'on sait que l'inégalité des revenus y est nettement plus faible grâce au système de protection sociale tant décrié, que les Etats-Unis ont des infrastructures publiques qui tombent en décrépitude, faute d'investissements publics et que le Royaume Uni a une contraction massive de capital naturel à cause de l'épuisement des gisements pétroliers.

Parmi les pays émergents la Chine demeure le pays qui a réalisé la meilleure performance de tous les pays, qu'ils soient émergents ou développés. On pouvait s'y attendre lorsqu'on sait que 400 millions de personnes ont été arrachées à la pauvreté en l'espace de deux décennies; ce qui est la performance historique la plus impressionnante. En outre, la Chine a fait un gros investissement en capital humain. Toutefois on remarque aussi que la Chine est le pays où l'écart négatif (IWI-PIB) per ha est le plus élevé. Cela signifie que la croissance intensive en capital fixe productif est entrée en phase de rendements fortement décroissants et que la dégradation du capital naturel, y compris les dommages dus à la pollution, a amputé la richesse de la nation. Il s'ensuit que le redéploiement de la croissance est devenu urgent et complètement intériorisé par le nouveau leadership politique.

Enfin tous les pays pétroliers, et d'ailleurs les autres producteurs de matières premières qui ne sont pas des pays avancés, sont sur des trajectoires insoutenables. C'est une généralisation de la « *Dutch disease* » dans la problématique de la richesse inclusive. Qu'ils soient à population croissante ou décroissante, peu peuplés ou très peuplés, les gouvernements de ces pays appauvrissent leurs peuples. En effet, la capture de la rente pétrolière est dilapidée ou redistribuée selon les pays, mais n'est pas suffisamment investie dans des formes de capital productrices de bien-être pour compenser la baisse des ressources fossiles.

Une autre observation importante est que la notion de BRICS ne tient pas la route. C'est une opération de communication de Goldman Sachs qui est un non sens économique et politique.

Il n'y a rien de commun entre ces pays en termes de croissance soutenable. 2 sur les 5 (Afrique du Sud et Russie) sont sur des trajectoires insoutenables, alors que la combinaison de la taille et de la croissance selon Goldman Sachs devait propulser ces pays au rang de super puissances avant 2030. Quant au Brésil et à l'Inde, ils n'ont ni les ressources de planification stratégique, ni la direction politique centrale, ni l'horizon de long terme, ni la capacité d'investir dans la composante publique du capital pour se propulser dans le groupe des pays prospères en deux décennies. La Chine est à part, non pas seulement parce qu'elle croît plus vite en termes de richesse sociale, mais parce qu'elle développe une forme de capitalisme différente de l'Occident. Le succès ou l'échec de cette entreprise collective va influencer décisivement la gouvernance internationale des prochaines décennies.

Il est banal de dire que la France et l'Europe ont des destins liés. Or la division de l'Europe s'est fortement accentuée par la crise. Si la France et l'Allemagne tirent leur épingle du jeu jusqu'ici en termes de croissance de la richesse sociale, avec d'ailleurs la Scandinavie et les petits pays du nord de la zone euro, la détérioration du bien-être est dramatique dans l'Europe du Sud. Mais la mutation du régime de croissance appelle des investissements pour produire des biens publics européens, que ce soient dans la cohérence de la politique énergétique entièrement à construire, la couverture du territoire par les réseaux intelligents de distribution d'électricité, le développement des transports ferroviaires transcontinentaux, les clusters d'entreprises innovatrices et les laboratoires de recherche technologique, la formation du capital humain dans des établissements d'enseignement de haut niveau organisant systématiquement la circulation des étudiants dans plusieurs pays au cours de leur cursus.

Bref, l'intégration de l'Europe doit être pensée sur toutes les composantes du capital social. Cela implique un budget européen d'une taille suffisante, un parlement de plein exercice pour le voter et valider les choix stratégiques, une intermédiation financière robuste et capable de financer le long terme.

En France comme ailleurs, le processus intégrateur des politiques structurelles sera le modèle d'urbanisation. Il s'y joue à la fois l'adaptation au changement climatique, l'inclusion sociale et la qualité du lien urbain rural. C'est dans ce cadre que la France peut combler des handicaps bien identifiés par le rapport et qui viennent de loin : réinvestir en capital médico-social, en robotisation industrielle, en formation sur toute la filière éducative en profitant du dynamisme démographique. Cela ne concerne pas seulement les politiques publiques. Le modèle de gouvernance d'entreprise est en cause. Sans un contrat social de participation inscrit dans une gouvernance partenariale, il n'est pas possible de rétablir le lien rompu entre croissance des salaires et gains de productivité.

La difficulté est d'abord idéologique. Il faut sortir de la conception du tout marché que la Commission européenne a imposée depuis la réalisation du marché unique il y a 20 ans, conception dans laquelle seul existe le « consommateur », les politiques industrielles sont prohibées et les entreprises sont gouvernées dans l'intérêt exclusif de la valorisation actionnariale. Cette conception a ignoré superbement tous les effets d'agglomération et de rendements d'échelle qui ont polarisé la spécialisation industrielle et provoqué la désindustrialisation d'une bonne partie de l'Europe, le tout aggravé par le cercle vicieux de l'intégration financière. Il avait été montré par Rodrik et Subramanian qu'au niveau mondial, il n'y a aucun lien entre l'ouverture financière des pays et leur croissance industrielle. En Europe, où il y a en plus la fixité absolue du change, le lien a été nettement négatif.

Choix collectifs et méthode stratégique

Lorsque l'on fait une prospective longue faut-il partir de tendances économiques et les prolonger ou d'un modèle d'organisation des sociétés ? Si le politique est au commandement dans les transformations sociétales orientées croissance soutenable, ce serait plutôt la seconde option. Bref, il faut faire de l'économie politique ; ce qui est l'option prise par le rapport. C'est aussi ce qu'il faut faire si l'on pense qu'on est à une époque de mutation du régime de croissance.

Toute la pensée d'économie politique occidentale est obnubilée par les notions d'efficience des marchés, de laissez-faire, de droits de propriété formels. Elle se pose la question de l'Etat comme réparateur des défaillances de marché. Selon la croyance plus ou moins grande dans les capacités autorégulatrices du marché, on met le curseur plus ou moins vers l'Etat ou vers le marché. C'est un débat plutôt vain parce qu'Oskar Lange avait démontré dès 1936 que le marché de concurrence parfaite et l'Etat de planification parfaite sont équivalents. Dans les deux cas la société civile est inexistante sur le plan économique.

Pourtant ce n'est pas comme cela que les sociétés fonctionnent. Dans son œuvre fondamentale que j'ai adaptée dans la théorie de la régulation, Fernand Braudel a montré que la diversité des capitalismes vient de l'enracinement des rapports fondamentaux qui le constituent, la monnaie et le rapport salarial dans les sociétés civiles. Celles-ci tissent des rapports d'appartenance sous forme de médiations sans lesquelles la cohésion des sociétés n'existerait pas. En outre, les entreprises sont les sièges de rapports non marchands qui médient les conflits salariaux, facilitent l'apprentissage collectif et sont les sources des innovations « bottom up ». De même les réseaux d'entreprises type Mittelstand ou guanxi chinois sont des organisations compétitives parce chacune bénéficie du capital investi dans l'ensemble. Enfin la responsabilité sociale et environnementale des entreprises (RSE) dans les territoires est d'autant plus prise au sérieux qu'elle est sous la pression des syndicats, des ONGs, des réseaux sociaux.

Si donc le marché est la sphère de l'hétéronomie maximale, l'homo economicus y est seul avec ses préférences et n'interagit avec les autres que par les prix, la société civile est la sphère de l'autonomie des individus grâce à leurs relations avec les autres. C'est le lieu de la démocratie réelle. Il s'y forme des compétences collectives, il s'y déroule des débats qui doivent pouvoir interagir avec les institutions politiques formelles pour enrichir la démocratie et la modeler sur la complexité des problèmes de la croissance soutenable. C'est ainsi que la démocratie réelle peut nouer un contrat social de participation pour prendre le relais de la société de redistribution défaillante selon Pierre Rosanvallon. Les problèmes de plus en plus contextes posés par l'organisation de la cité, par les demandes sociales au système d'éducation, par les choix publics locaux appellent des compétences collectives. On ne sait pas encore par quels dispositifs institutionnels ces compétences issues d'une multiplicité de débats pourraient irriguer les stratégies politiques. Mais c'est un enjeu majeur. Pas de croissance soutenable sans implication des citoyens puisqu'il s'agit d'intérioriser de nombreuses externalités et de valoriser des biens publics.

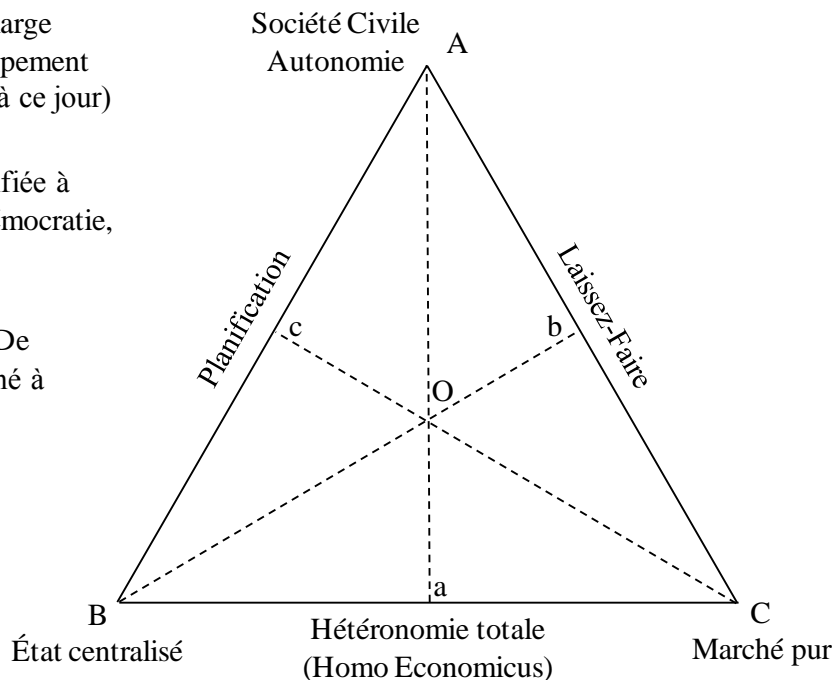
Dans le schéma ci-dessous, les modes d'organisation économique des sociétés sont représentés dans le triangle équilatéral ABC et non pas sur la seule droite BC comme le prétend la représentation orthodoxe de l'économie dite pure. Marché, Etat et société civile sont les trois pôles d'attraction. La planification, le laissez-faire et l'hétéronomie des individus sont les logiques sociales opposées à ces pôles. Les trois losanges déterminés par les hauteurs du triangle équilatéral définissent les dominantes des modèles d'organisation possibles.

Modèles d'organisation économique des sociétés

AcOb : Société inclusive à large autonomie orientée développement durable (n'existe nulle part à ce jour)

BcOa : De l'économie planifiée à l'économie mixte (social-démocratie, État de Welfare)

CaOb : Économie libérale. De l'économie sociale de marché à l'ultra-libéralisme



L'économie française après 1945 s'est organisée dans le losange BaOc sous forte dominance étatique centralisée. Le système productif associé était industrialo étatique, beaucoup plus qu'industriel commercial selon les dénominations de Jean Louis Beffa. Sous l'influence du traité de Rome, il a lentement dérivé vers le segment Oa, c'est-à-dire plus de marché et une certaine influence du local avec l'aménagement des territoires dans le cadre de la planification. Ce n'est qu'à partir de 1974 et surtout de 1983 que la France a basculé dans le néo libéralisme en épousant la déréglementation et l'ouverture financière. Elle est entrée franchement dans le losange CaOb et a abandonné la politique industrielle. La France de 2025, si elle doit suivre une stratégie de croissance inclusive et soutenable doit promouvoir l'influence de la société civile en montant dans le losange AbOc sous des formes à inventer dans le processus qui élabore les choix collectifs énoncés dans le rapport.

En croissance soutenable les questions de la compétitivité et de la revitalisation de l'industrie ne peuvent être séparées de l'équité puisque la croissance doit être inclusive. Dans le losange BaOc dominé par le modèle de la social-démocratie, l'équité était traitée par la redistribution dans un pacte implicite entre syndicats de salariés et organisations patronales. Les syndicats acceptaient l'organisation taylorienne du travail dans la production de masse contre la négociation collective aboutissant à des contrats pluri annuels d'indexation des salaires réels sur les progrès de productivité. La financiarisation de l'économie a détruit cette forme intermédiaire de régulation de la valeur créée dans la production. Après la crise inflationniste due au ralentissement des progrès de productivité dans cette organisation du travail et au surgissement de la rente pétrolière, la médiation salariale a été détruite et l'iniquité s'est engouffrée dans l'individualisation des rémunérations.

Evoluer vers le losange ObAc n'est pas ressusciter le contrat social de redistribution de la social-démocratie. C'est inciter la gouvernance d'entreprise à muter vers une forme partenariale fondée sur un contrat social de participation de salariés. En Europe l'iniquité est nourrie par la crise de la zone euro qui a déclenché l'hérésie destructrice des « dévaluations internes ». C'est une pratique qui jette les pays les uns contre les autres par diminution directe des salaires ou par amputation des droits sociaux. Elle aboutit à étendre l'appauvrissement de nombreuses catégories de salariés discriminées par âge, niveaux de qualification, genre et

origines ethniques. Rien n'est plus sûr de détruire toute conscience d'un intérêt commun européen que les surenchères provoquées par cette forme de concurrence.

Le défi de la compétitivité dans un modèle de croissance soutenable et donc l'insertion internationale, c'est développer des formes de compétitivité innovation induites par le changement de composition de activités productives résultant des choix stratégiques de conversion énergétique, de rénovation de l'habitat, de conception des produits de consommation pour rendre possible le recyclage généralisé au sein du concept d'économie circulaire. Ces choix intègrent étroitement industrie et services et insèrent les activités dans le territoire, évitant le dilemme introduit dans le rapport entre une spécialisation industrie manufacturière et une spécialisation services. L'enjeu macroéconomique de la relation compétitivité équité s'exprime ainsi : *une nation développée est compétitive si elle est capable de vendre le travail national sur le marché mondial à un prix suffisant pour améliorer le bien être des citoyens.*

La principale source de productivité dans le capitalisme moderne est le capital intangible...que les entreprises ne valorisent pas comme du capital dans la comptabilité existante ! Elle n'apparaît que sous une forme spéculative dans le goodwill au moment des fusions et acquisitions. Le processus de transformation de cette forme de capital en productivité est l'apprentissage organisationnel, processus par lequel le savoir tacite est mis en mouvement dans l'organisation de l'entreprise. Ce sont essentiellement des interactions informelles entre travailleurs et managers qui font de l'entreprise un lieu de savoir collectif converti en innovations incrémentales. Contrairement aux entreprises allemandes du Mittelstand où la structure horizontale prédomine, les entreprises françaises favorisent la concentration du pouvoir par la hiérarchie verticale. Un contrat social de participation implique donc un profond changement de mentalités que le gouvernement voudrait promouvoir en ayant ouvert un débat national sur la flexisécurité « à la française ». La gouvernance partenariale requiert un partage des compétences et des responsabilités de haut en bas de l'entreprise avec participation des représentants de salariés dans les instances de décisions stratégiques de l'entreprise sur un pied d'égalité avec les autres catégories de partenaires de l'entreprise.

Le rapport met l'accent sur la concertation des partenaires sociaux et les délibérations dans la société civile pour des ambitions partagées. Cette mobilisation civique devrait largement dépasser le cycle électoral et couvrir plusieurs législatures. Le défi est considérable. Comment mobiliser dans une société divisée, exposée à l'influence de lobbies financiers internationaux et plongée dans une Europe incertaine de son avenir ? Faire avancer l'union européenne pour redéfinir le modèle de croissance et élargir les moyens d'action est sans doute le chemin à suivre. Car on ne fera pas la croissance inclusive et soutenable dans un seul pays.